

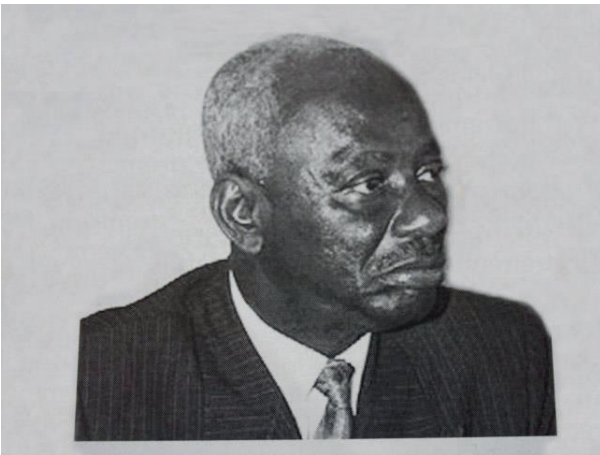
# Essai de notice biographique de Simon Salomon Oyono Aba'a ou le « Mandela » de l'opposition gabonaise

Dr Fabrice Nfoule Mba  
Maître de Recherche  
en histoire contemporaine,  
Historien de l'administration et des institutions  
IRSH/CENAREST

Dr Paul Nguema Engo  
Chargé de Recherche,  
Géographe économiste,  
GREDS/IRSH/CENAREST

## Résumé

Cette fiche technique s'exerce à dévoiler les différents centres d'intérêt des actes multiformes posés par Simon Salomon Oyono Aba'a en même temps que les points forts et faibles de sa contribution dans l'évolution du Gabon pré et post indépendant. En lien avec ce personnage public central, les faits exposés suggèrent non seulement la biographie, mais prennent également en compte la dimension prosopographique. Ainsi combinées, ces entrelacs tentent de mettre en lumière : le degré de son implication, notamment sur les échiquiers politique, administratif et social au lendemain du renouveau multipartite au Gabon.



(source:<https://www.facebook.com/161352320593837/photos/simon-oyono-abaa-est-n%C3%A9-vers-1931-%C3%A0-mimbang-effak-bitam-dans-la-province-du-wole/315255861870148/>).

Photo 1. Simon Salomon Oyono Aba'a

## Introduction

La présente notice bibliographique s'inscrit dans le cadre de l'histoire sociale, politique et administrative associée aux hommes et femmes qui, à la faveur du temps et selon les contextes, l'ont marqué d'une façon singulière. Il s'agit dans cette occurrence des Hommes d'État ou plus globalement des Grandes figures de l'histoire contemporaine des nations africaines ; catégorie au sein de laquelle nous rangeons Simon Salomon Oyono Aba'a perçu par d'aucuns tel le «Mandela de l'opposition gabonaise». Aussi l'étude y sous-tendue, et en prolongement de *Atlas biographique des hommes politiques du Gabon* (L.-B. Ndjoyi et al : 2008), est-elle principalement le reflet d'un support d'enquête de douze questions administré

auprès d'un des fils de l'illustre disparu en la personne de Claude Oyono. Lors de son remplissage, le 18 juin 2001, l'intéressé était chargé d'étude du Directeur général de la modernisation de l'État au ministère de la Fonction publique. Mais, pour davantage de clarté et de pertinence relatives aux informations recueillies, autour de l'avènement du Mouvement de Redressement National (MORENA), d'après le principal informateur, le recours à Luc Bengone Nsi, Jules Mbah Bekale, Abbé Noël Ngoua Nguema et Maître Ondo Nzé était requis, vu sous l'angle de *Amnesty international*. En revanche, des années plus tard, les données biographiques et quelques aspects de la ferveur politique de l'homme ont été ajustés grâce aux témoignages de certains parents issus du même village. Il s'agit, entre autres, de : Raphaël Asseko Obiang et de Jacques Ndo'o. En outre, il nous a semblé indispensable de recouper les sources orales en les confrontant aux documents d'archives et à l'appréciation de certains historiens ayant abordé des aspects relatifs aux événements politiques impliquant la personnalité publique à l'étude. Citons Charles Nziengui Douckaga (1986), André-Wilson Ndombet (2014) et Moïse N'solet Biteghe (1990). C'est donc inscrite dans la perspective de restaurer, partiellement le passé du Gabon à travers l'histoire des grandes figures l'ayant marqué, que la présente fiche technique a pour objectif la mise en lumière de l'itinéraire de Simon Salomon Oyono Aba'a. Aussi, un accent particulier est-il mis sur deux articulations majeures : d'une part l'admiration suscitée par un jeune homme politiquement précoce. Néfastes, les conséquences inhérentes à la mise en œuvre d'un parti politique par l'intéressé (le MORENA) ne sont pas oubliées dans cette occurrence. D'autre part, complémentaires à la biographie et au parcours, appliquée au Gabon singulièrement entre les concepts d'État et de nation, son opinion propre n'est pas en reste. Elle se traduit par la mise en exergue autant de son point de vue en la matière que des actes posés par ses compagnons "de premières heures" relatifs à la nécessité et l'urgence d'une gouvernance politique autre que celle expérimentée par ses détracteurs partie prenante de la vie politique nationale à l'époque.

## 1. L'éclosion d'un acteur politique précocement prometteur au parcours semé d'embûches

Né vers 1931 au village Minbang-Effack, situé à huit kilomètres du centre-ville de la commune de Bitam dans la province du Woleu-Ntem (Gabon), Simon Oyono Aba'a est un jeune homme actif qui suscite très tôt l'admiration. Dès son jeune âge, il effectue des études primaires d'abord à Bitam, puis à Oyem, avant de poursuivre celles secondaires à Libreville. Il convient de noter que les études secondaires s'achevaient en quatrième année, appelée à l'époque «l'École Supérieure». En croire notre interlocuteur dont l'appréciation est corroborée par l'historien Charles Nziengui Douckaga (1986), du point de vue de l'offre de formation scolaire, la

quatrième année correspondait à l'actuelle classe de troisième. À l'issue de cette classe, il passe le concours qui l'admettra à l'administration des postes *in fine*. Après y avoir passé quelques années, il attire l'attention de Jean Stanislas Migolet, ministre des Affaires intérieures dans le gouvernement formé au Gabon après la loi-cadre «Gaston Defferre»; lequel le sollicite pour assurer la direction de son cabinet. Il est ici clairement fait référence au tout premier Conseil de gouvernement formé en mai 1957<sup>1</sup>. Parallèlement, il intègre des mouvements de jeunesse qui mettent ainsi en relation des jeunes des pays développés et ceux du Tiers-monde dans une logique progressiste favorable à l'émancipation et au développement des peuples. Tout en approfondissant sa découverte du monde, sa dimension d'homme politique engagé s'affirme progressivement.

Grâce à l'appartenance aux associations de jeunes, Simon Oyono Aba'a voyage à travers plusieurs pays d'Europe, et en URSS; pays où il suit, de façon studieuse des cours de sciences politiques et économiques pendant environ deux ans au Centre de Formation du Parti Communiste d'Union Soviétique. Ce pan de son parcours laisse supposer qu'il ne serait effectivement demeuré en poste en cabinet ministériel que durant deux années (1957 et 1958); les deux années suivantes, à savoir 1959 et 1960, ayant été consacrées à sa formation en URSS. Cette interprétation apparaît d'autant plus fondée que notre informateur situe le retour de Simon Oyono Aba'a au Gabon après l'accession à l'indépendance où, aussitôt engagé dans l'action politique, il est élu député sous la bannière de l'Union Sociale et Démocratique du Gabon (USDG). L'informateur semble ici évoquer les élections générales (présidentielle et législatives) de 1961 durant lesquelles les principales forces politiques de l'époque, selon Moïse N'solet Biteghe (1990, p. 39-42), se coalisent au sein de l'Union nationale. Or, il se trouve que Simon Oyono Aba'a ne figure pas dans la liste officielle des députés de l'Assemblée nationale du 12 février 1961. Cela laisse croire que : soit il y était effectivement, mais en tant que suppléant; soit qu'il s'agit des élections de 1964 à l'issue desquelles, il apparaît bien dans le contingent des députés du Woleu-Ntem à l'Assemblée nationale du 12 avril 1964. L'informateur indique également que peu de temps après, il démissionne de l'USDG pour fonder, par la suite, une formation politique propre : Défense des Institutions Démocratiques (DID) et qu'il est réélu député sous cette bannière aux élections législatives suivantes. À ce propos, il apparaît que ladite démission relève plutôt d'une réorganisation de l'opposition gabonaise en de multiples petites formations politiques à la suite du coup d'État manqué de 1964 que l'historien André-Wilson Ndombet (2014) qualifie de monopartisme de fait. En tous les cas, il est établi qu'à l'instar des autres composants de l'opposition, l'USDG est muselé et ses leaders, tout comme ses principaux cadres, dont Simon Oyono Aba'a en tant

1. ANG-FP, carton 148 : Conseil de gouvernement au Gabon : composition et bureau.

qu'élus national fait assurément parti, sont incarcérés en 1964. Il semble donc plus adéquat d'évoquer un repositionnement politique au lieu d'une démission d'un parti dont les activités avaient été interdites. Ainsi, à la suite du coup d'État de 1964, Simon Oyono Aba'a est-il arrêté et emprisonné pour n'être libéré qu'en 1968 à la faveur de l'élargissement des prisonniers politiques par le nouveau régime qui se met en place. Il est alors affecté comme conseiller à l'Ambassade du Gabon en Côte d'Ivoire, poste qu'il occupera jusqu'en 1974; année de son retour au Gabon. Installé au pays, et jugeant défailante la gestion du Gabon sous-tendue par le parti unique, va-t-il germer en lui l'idée de créer un parti politique : le MORENA lui valant une traversée du désert suivie d'une rédemption.

Aussi, après sept ans de contacts secrets pour identifier des compagnons, est-il parvenu à fonder certes dans la clandestinité, le 23 novembre 1981, le MORENA. En toile de fond, il proposait deux alternatives majeures à la politique de l'époque : le rétablissement de la démocratie dont le préalable était la prise en compte de nouveau du multipartisme d'un côté et, une gestion rationnelle des ressources naturelles de l'autre côté. Sur la base de ces postulats, il organise les manifestations dites de «la gare routière» pour protester contre la vague d'arrestations qui avait commencé à s'abattre sur ses compagnons et dont il avait jusque-là réussi à en réchapper. Mais pas pour longtemps, puisqu'il est finalement arrêté à son tour et condamné avec ses comparses en 1982 à vingt ans de réclusion. Malgré sa libération en 1985, soit trois ans après, la traversée du désert commence. Elle se traduit entre autres par moult vexations et le manque d'emploi jusqu'en 1990 marquant le début de sa rédemption en coïncidence du retour au multipartisme. En effet, au cours de cette année, il est élu vice-président de la Conférence Nationale avant que de devenir ministre délégué, chargé de la Décentralisation auprès du Premier Ministre après cette assise. Aux premières élections législatives pluralistes d'après le monopartisme suivantes, celles de 1990, il est élu député avant d'être nommé ministre du Travail. Ambitionnant de se porter candidat aux élections présidentielles de 1993, il démissionne du gouvernement. À la faveur des accords de Paris intervenus suite au contentieux électoral, il est ministre de la Fonction publique, ensuite ministre des Affaires sociales. Il décède le 3 janvier 1998. Outre son parcours d'opposant irréductible ayant néanmoins participé à plusieurs gouvernements d'ouverture, Simon Oyono Aba'a, lègue son positionnement politique et le constat d'un point de vue tranché y afférent à la postérité.

## 2. Le point de vue tranché sur le Gabon

Il n'est pas sans intérêt de rappeler qu'entre 1960 et 1964, de son point de vue, le Gabon s'apparente à un État néo-colonisé, c'est-à-dire dont l'indépendance n'est que formelle. Le pays est en outre en danger de perdre le pluralisme

politique hérité de l'indépendance du fait, entre autres, d'une dérive dictatoriale. Au regard de ce qui précède, et selon son entendement, entre 1968 (date de sortie de son premier emprisonnement) et 1981 (date de création du MORENA), le Gabon n'est autre qu'un pays dont la gestion économique n'est pas des plus rassurantes et dont le génie des citoyens a l'inconvénient d'être bridé par le monolithisme politique. Ce constat accablant, Simon Oyono Aba'a l'a en partage avec des compagnons qu'il désigne par le générique des onze mousquetaires.

Dans le combat politique qu'il mène, Simon Oyono Aba'a n'est pas isolé. Bien au contraire, au sein du MORENA, les anciens de l'UDSG, précisément ceux de 1962 à 1964, œuvrent avec lui au point d'être les co-fondateurs dudit parti politique. Leur effectif s'élevait à onze, parmi lesquels peuvent être cités :

- Jules Mbah Bekale (ancien ambassadeur), considéré tel le premier à avoir accepté de travailler avec Simon Oyono Aba'a dans la clandestinité;
- Joseph Obiang Etouhé (ancien ministre), dont le domicile d'Adzebe-Sibang servit de cadre à la création du MORENA;
- Luc Bengone Nsi, ancien inspecteur du trésor...

Par la suite, il reçut le soutien d'universitaires de renom tels que : Jean Pierre Nzoghe Nguéma, ancien proviseur du lycée national Léon Mba et ancien recteur de l'Université Nationale du Gabon et l'abbé Noël Ngoua Nguema. À l'époque, leurs objectifs n'étaient autres que ceux assignés au MORENA dès sa création et dont l'orateur a fait état *supra*. Deux projets lui apparaissent ainsi comme fondamentaux : l'Atlas biographique des hommes politiques du Gabon d'une part, et l'enseignement scientifique et technique comme socle du développement d'autre part.

En croire l'informateur, le projet de mise en œuvre de l'Atlas biographique des hommes politiques du Gabon est à la fois une initiative ambitieuse et louable, car ayant de singulier d'être une sorte de vitrine reflétant la postérité du sens de sa lutte en faveur de l'épanouissement des Gabonais et, par voie de conséquence, les axes prioritaires de développement du pays, du moins en lien avec sa vision. Ainsi, en matière de représentation du Gabon actuel, pour sa part, les enseignements scientifique et technique, appliqués au développement du pays sont-ils imparables. Ils constituent le socle, sinon la base irréfutable du développement de tout État moderne. Néanmoins, pour autant vitaux, ces secteurs qui participent à tous égards à la formation et à l'éducation sous d'autres cieux sont, malheureusement encore au Gabon, insuffisamment pris en compte au niveau spécifique des politiques publiques. Simon Oyono Aba'a a aussi à cœur les enjeux de la compétition entre nations et le manque d'engagement dans la restauration effective de la vérité historique en lien avec le Gabon.

Un constat est pour autant vite établi : celui selon lequel, les ressources dégagées des matières premières devraient servir à promouvoir ces ordres d'enseignement, car la

compétition entre les nations se fera de plus en plus sur les plans scientifique et technologique. Pour ce faire, tout État qui veut compter parmi les nations performantes doit de moins en moins s'appuyer sur le produit de ses matières premières, au demeurant épuisables. La diversification des facteurs, voire des catalyseurs du développement économique et social est à cet égard souhaitable. À cet effet, faute de prendre en compte cette donnée centrale, le Gabon apparaît tel un pays dont la gestion économique ne laisse pas augurer des lendemains prometteurs. Toutefois, sur l'échiquier politique et administratif national une certaine ombre plane sur la carrure de l'homme, notamment son parcours et les faits saillants posés; attitude en partie motivée par la posture des historiens gabonais peu ou prou engagés dans la restauration effective de la vérité historique en lien avec leur pays. Appliqué aux différents panels de l'évolution politique, économique et administrative du Gabon à l'aurore de l'indépendance, il n'affiche pas pour autant une attitude passive ou neutre. Plutôt serein est le sentiment qui a animé l'homme; cela des années durant vu sous le prisme de son engagement politique et administratif à l'échelon national donnant l'intuition du devoir accompli pour le bien de la nation.

Il ressort que Simon Oyono Aba'a est de ceux-là qui pensent avoir réalisé leur rêve d'antan; ce d'autant plus qu'il a lutté toute sa vie durant sans le moindre regret pour la promotion des secteurs économique et social du Gabon. Du reste, il a la conviction d'avoir accompli - comme certains de ses compagnons de lutte de l'époque -, l'œuvre de celui qui a l'amour « sans limite » de son pays. En quelque sorte, l'une des raisons premières de son vécu à l'intérieur des limites du territoire gabonais; ce qui lui vaut le pseudonyme de « Mandela » de l'opposition gabonaise en référence à ses multiples séjours en prison à l'autel de l'affirmation de ses convictions politiques en contradiction frontale avec le pouvoir en place. En revanche, entretenu, le silence sur l'homme et ses actions de l'époque ne tombe pas, à première vue, sous le coup du sens. En somme, il procéderait entre autres, selon les uns et les autres, - lui-même y compris - de son goût immodéré contre l'esprit de facilité. Toutefois, il convient de rappeler à juste titre le nom de baptême attribué en sa mémoire au lycée présent au sein du chef-lieu du Département du Ntem (Bitam) : lycée Simon Oyono Aba'a mais aussi, celui d'une des salles de l'Assemblée nationale. Arguant de cela, que retenir *in fine* ?

### Conclusion

En définitive, au regard de ce qui précède, notamment les différents niveaux de son implication dans la sphère politique nationale, il n'est pas sans intérêt de souligner, à quel point pour Simon Oyono Aba'a, à l'instar de certains hiérarques de l'opposition à l'époque, l'intérêt général du peuple tout entier devait être le *prima* des instances politiques à la manœuvre et

non l'inverse. En marge du déficit, voire la rareté des écrits portant sur l'homme -au nom de ses convictions fondées sur davantage d'équité et de justice sociale- et le valorisant à sa juste mesure, il fait néanmoins partie aujourd'hui de cette catégorie de Gabonais qui, à la période postindépendance immédiate a exercé une influence certaine au niveau de l'échiquier politique national. Notre approche dévoile donc quels sont, pour l'illustre personnalité, les leviers essentiels en vue d'un développement national inclusif. La carence relative en matière de restauration de la vérité historique et le sentiment du devoir accompli pour le bien de la nation et ses différentes composantes humaines achèvent cet exercice de présentation, non exhaustive, de l'itinéraire d'un des acteurs majeurs de l'histoire politique et administrative du Gabon de la période postcoloniale jusqu'à l'orée de l'indépendance.

### Références

### Sources

### Sources orales

- Claude Oyono, fils biologique de l'illustre personnage. Il est l'informateur principal de cette notice bibliographique. Lors du remplissage de la fiche d'enquête, il était en service au ministère de la Fonction Publique et de la modernisation de l'État, entité au sein de laquelle, il occupait le poste de chargé d'étude du Directeur général de la modernisation de l'État;
- Raphaël Asseko Obiang et de Jacques Ndo'o sont les enfants des frères cadets du personnage principal. Issus du même village et du même clan que ce dernier, ils sont respectivement, retraités des ministères de la Communication, de l'Information et celui de l'Éducation Nationale.

### Archives

ANG-FP, carton 148 : Conseil de gouvernement au Gabon : composition et bureau.

### Sources imprimées

«Les chemins de l'indépendance (1960-1964)», *Mémorial du Gabon*, Tome 1, Libreville, Editions Nkoussou, 1985, 198 p.

### Bibliographie

NDJOYI Lucien-Blaise, 2008, *Atlas biographique des hommes politiques du Gabon*, Libreville, PUG et Editions du CERGEP, 132 p.

NDOMBET André-Wilson, 2014, « Transmission institutionnelle et premières crises de l'État au Gabon (1957-1960) », *JGHES*, n° 3, Publications du CERHEAF, janvier-juin 2014, p. 143-158.

N'SOLET BITEGHE Moïse, 1990, *Échec aux militaires au Gabon en 1964*, Paris, Editions Chaka, 160 p.

NZIENGUI DOUCKAGA Charles, 1986, *L'enseignement et la promotion de l'élite intellectuelle gabonaise (1920-1970)*, thèse de doctorat de 3<sup>ième</sup> cycle histoire, dir. Annie Rey-Goldzeigner, Université de Reims-Champagne-Ardenne, 412p.

### webographie

<https://www.facebook.com/161352320593837/photos/simon-oyono-abaa-est-n%C3%A9-vers-1931-%C3%A0-mimbang-effak-bitam-dans-la-province-du-wole/315255861870148/>.